

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2023

Eclairage performant – PA12	
Version du document	1
Date	18.12.2023

Le Plan d'Action PA12 Eclairage performant a été mis à jour suite à l'interdiction de toute source lumineuse non - LED dès août 2023 en Suisse. En particulier, la thématique de l'additionalité réglementaire et légale a été adaptée car les subventions de changement de type de source ne sont plus éligibles à partir de septembre 2023. C'est pour cette raison que SIG a demandé à EBP d'effectuer une validation du PA actualisé.

La validation a été réalisée dans la période du 3 novembre 2023 au 12 décembre 2023 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du Standard genevois d'évaluation (version 2023).

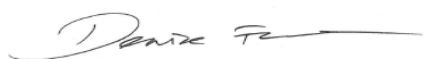
Le document analysé principal est la description du plan d'action actualisée (version 1.3, octobre 2023). L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées à la responsable de projet par écrit. Les réponses écrites ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **Eclairage performant** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation.


EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 18 décembre 2023



Denise Fussen



Rebecka Hischier

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	X	DCL 1
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	X	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	X	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	X	
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	X	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	X	
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	X	
2.3.2	Si le Projet, le Plan d'Actions ou l'Action était déjà en activité au moment de l'annonce à l'entité coordinatrice, il est démontré qu'il existe un risque avéré de cessation d'activité	X	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de créditation	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	X	

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets directs sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	X	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	X	
3.1.3	Les effets indirects sont bien spécifiés comme tels.	X	
3.1.4	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	X	

3. Détermination des effets			
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	X	
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	X	
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	X	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	X	
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	X	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	X	DCL 2
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	X	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	X	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	X	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	X	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	X	
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	X	

Partie 2 : Liste des questions

DCL 1		Liquidé	X
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.		
Questions			
<ul style="list-style-type: none">- Veuillez actualiser dans tout le document<ul style="list-style-type: none">o « Programme genevois EER » --> « Standard genevois d'évaluation »o « Programme genevois d'efficacité énergétique et des ressources (EER) » --> « Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO2 et de déchets »- Veuillez actualiser la date et la version de ce document de base sur la page de couverture : c'est version 5 de l'août 2022.- Veuillez actualiser le tableau à la page 3 correspondant aux exigences du document mentionné ci-dessus « Standard genevois d'évaluation » et voir p.ex. PA04 et PA07 comme modèle.- Est-ce que le PA avec la version 1.3 est la version actuelle (sur la page de couverture) ?			
Réponse du requérant			
<i>Oui le PA avec la version 1.3 est la version actuelle</i>			
Conclusion du validateur			
Les modifications souhaitées ont été effectuées. La proposition de Plan d'Actions est complète et cohérente. La DCL 1 peut donc être close.			

DCL 2		Liquidé	X
4.4.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.		
Questions			
Chapitre C8/D1.			
<ul style="list-style-type: none">- Veuillez changer place de la nouvelle partie comme indiqué au PA. Les informations concernant l'interdiction LED dès août 2023 devraient, selon nous, figurer dans le chapitre sur l'additionnalité, car elles décrivent comment l'additionnalité peut toujours être garantie malgré la modification de la loi (cette thématique n'est pas un facteur d'influence).- Veuillez préciser pour la période 2023 – fin 2024 : Est-ce que le relamping n'est plus financé pour le secteur immobilier, les projets des collectivités et des entreprises consommant > 100'000 kWh/an ? Cela n'est pas très claire.			

Réponse du requérant

Le relamping simple n'est plus financé pour la période 2023 fin 2024 pour les clients cités ci-dessus car ils ont l'obligation d'installer de la détection de présence en sus du changement de source (sauf exception à évaluer au cas par cas). Le paragraphe correspondant (D.1) a été mis à jour pour être plus explicite.

Conclusion du validateur

- La modification souhaitée a été effectuée.
- La précision souhaitée a été effectuée. Le financement du relamping simple pendant la période 2023-2024 est désormais clair.

La DCL 2 peut donc être close.